

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Troyes, le 20 août 2024

Nos réf. : SAU/AV/SP n° 24-445

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 août 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAICA PAPER FRANCE

3 cours Baron Thénard
Zone Industrielle Les Guignons
10400 Nogent-sur-Seine

Code AIOT : 0005702721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 août 2024 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 3 Cours Baron Thénard Zone Industrielle Les Guignons 10400 Nogent-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 12/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre des campagnes de recherche de substances PFAS dans les rejets aqueux, un état des lieux a été réalisé sur les résultats transmis par les exploitants. Ce dernier montre la présence de substances PFAS et d'AOF au sein de certaines installations, les plaçant parmi les établissements représentant 99 % des flux en PFAS/AOF au niveau national. La société SAICA présente un flux maximal en AOF de 14,79 g/j et de 1,21 g/j pour les PFAS suite à la réalisation des campagnes. Par conséquent, l'inspection des installations a procédé à une visite d'inspection le 2 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA PAPER FRANCE
- 3 Cours Baron Thénard Zone Industrielle Les Guignons 10400 Nogent-sur-Seine
- Code AIOT : 0005702721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est autorisé, depuis octobre 2004, à exploiter des activités de fabrication de papier pour carton ondulé de faible grammage à partir de balle PCR (Papier Carton Recyclé). Il a été racheté en 2018 par le groupe SAICA PAPER FRANCE. L'exploitant emploie environ 130 personnes.

Géographiquement, le site est implanté sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE, dans la zone industrielle des Guignons, le long de la Seine, à 600 m environ au nord-ouest du centre-ville.

Par conséquent, son environnement direct est industriel et urbain.

L'exploitant construit actuellement sur son établissement une chaudière biomasse (refus/bois B) afin de réduire sa consommation d'énergie fossile. Cette nouvelle chaudière a été autorisée en 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Prescriptions complémentaires	2 mois
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Prescriptions complémentaires	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des résultats PFAS/AOF dans les rejets aqueux de l'établissement, il convient de mener des actions afin de déterminer les origines possibles de cette présence ainsi que d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour réduire voir supprimer ces substances dans le rejet aqueux. Aussi, il est proposé à madame la Préfète d'encadrer ces démarches par un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant précise le jour de la visite qu'une recherche de présence éventuelle de substances PFAS dans les produits utilisés a été réalisée via les fiches de données de sécurité dans un premier temps, puis les différents fournisseurs ont été interrogés. Ces investigations n'ont pas identifié de produits contenant des substances PFAS et les fournisseurs ont déclaré ne pas en introduire dans leurs produits. Il est noté que la recherche n'a été réalisée que pour des produits entrant directement dans le process. Les produits annexes, comme les produits de maintenance, n'ont pas été étudiés. Par ailleurs, l'exploitant précise qu'une démarche d'homologation est en place pour tout nouveau produit entrant dans le process. L'exploitant précise également qu'il n'y a pas, à ce jour, de démarche engagée par le groupe pour d'éventuelles analyses sur la matière première (MP).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la liste de produits établi qui est exempt de PFAS. De plus, il convient que l'exploitant ré-examine les produits utilisés sur son site, notamment les produits de maintenance. Ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées d'ici octobre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Le site présente un point de rejet des eaux de process. Ce point collecte l'ensemble des eaux de process issues de la ligne MAP (Machine à Papier) qui sont traitées via la station d'épuration du site avant rejet dans la Seine. L'exploitant a également identifié deux autres points de rejet, correspondant aux eaux pluviales issues des voiries. La société SAICA a réalisé les trois campagnes de mesures pour la recherche de substances PFAS en ces points de rejets. Ces campagnes ont eu lieu en mars, avril et mai 2024. Ces campagnes ont bien fait l'objet d'analyses des AOF et des 20 PFAS attendus. Le site est alimenté en eau de process via 4 forages. L'exploitant a également, par anticipation, réalisé les campagnes de mesures sur l'eau de process, sortie forages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a fait appel au laboratoire ANALY-CO pour le prélèvement qui a sous-traité les analyses au laboratoire CARSO. Ces deux laboratoires sont agréés. Le matériel utilisé pour les prélèvements était celui du laboratoire. L'exploitant n'a pu confirmer, le jour de la visite, qu'un blanc ait été réalisé en amont des campagnes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, les résultats d'analyse du blanc qui a dû être réalisé sur le point de rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Le prélèvement a été réalisé en sortie de l'ouvrage de traitement des eaux résiduaires, sur une durée de 24h. Pour les campagnes réalisées sur les bassins d'eaux pluviales et sortie forages, elles ont été réalisées en prélèvements ponctuels. Pour chacune des campagnes de mesures, la société SAICA précise que le process était similaire les jours des campagnes. La seule variante possible est la composition des balles de papier à traiter (matières premières) qui proviennent des différents centres de tri et que l'exploitant ne peut maîtriser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Les bulletins d'analyses présentés par l'exploitant montrent des limites de quantification respectées pour les substances PFAS (<100 ng/l) ainsi que pour les AOF (<2 µg/l).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a procédé à la transmission des résultats via l'application GIDAF. Les résultats obtenus à la suite de ces trois campagnes de mesures montrent la présence d'AOF au point de rejet sortie station d'épuration pour les 3 campagnes, représentant un flux moyen de 11,45 g/j (flux max 14,79 g/j). Sont également présents dans le rejet sortie station d'épuration des substances PFAS (PFPeA et PFHxA) pour 2 campagnes, représentant un flux moyen de 0,62 g/j. Concernant les campagnes réalisées sur les eaux pluviales, seule la campagne du 5 avril 2024 montre la présence d'AOF pour le bassin n°23, représentant un flux de 0,067 g/j. Il n'y a pas eu de détection de PFAS ni d'AOF concernant les campagnes réalisées sur l'eau de process issue des forages. Suite à ces résultats l'exploitant s'est interrogé sur les origines possibles de ces substances. Du fait qu'aucun produit utilisé sur site n'ait été identifié comme pouvant contenir des substances PFAS, et ayant réalisé des campagnes de mesures sur ses eaux de process, ces pistes ont été écartées par l'exploitant. De par la composition hétéroclite des balles de matières à recycler et à traiter, qui constituent la matière première, l'exploitant s'oriente plus sur cette piste pour expliquer la présence de PFAS et AOF dans ses rejets. En effet, il a été noté durant la visite qu'une quantité importante de corps étrangers (déchets non traitables) était présente dans les balles (plastiques, film, aluminium, emballages plastiques...). Cependant, l'exploitant précise qu'il n'a aucune maîtrise du contenu de ces balles puisqu'elles proviennent directement de leurs producteurs « centre de tri ». L'exploitant souligne qu'une réflexion groupe est en étude pour réaliser à nouveau des campagnes de mesures, notamment sur les balles de matières premières à traiter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard des différentes réflexions menées par l'exploitant et afin de déterminer les origines possibles de la présence de PFAS et AOF dans ses rejets, il convient de continuer à mener différentes actions, notamment : <ul style="list-style-type: none">• Réaliser un ré-examen des produits utilisés sur site, notamment les produits de maintenance (graisse, lubrifiant...) d'ici octobre 2024, afin d'identifier la présence éventuelle de substances PFAS et ou AOF.• Mettre en place une surveillance à fréquence trimestrielle sur les rejets aqueux pour suivre les émissions de PFAS et AOF. Cette surveillance débute au cours du 4^{ème} trimestre 2024, selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et pendant au minimum deux ans.• Etudier les différentes étapes de son process où les eaux résiduaires sont collectées et envoyées en station d'épuration afin d'identifier les étapes qui justifieraient la réalisation d'un prélèvement pour une recherche de PFAS/AOF.• L'exploitant détermine et présente, sous un délai de 5 mois, les actions soutenables sur un plan technico-économique pour supprimer, ou à défaut, réduire la présence de PFAS et AOF dans ses rejets aqueux. En outre, il est proposé à madame la Préfète d'encadrer ces démarches par un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 5 mois